



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

N° SIREN : 180 089 013 – Code APE : 732Z

T.V.A. Intracommunautaire : FR 40 180 089 013

MARCHE PUBLIC

FOURNITURES

EN APPEL D'OFFRES OUVERT

POUR LES ACHATS EFFECTUES EN APPLICATION DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

CONDITIONS PARTICULIERES D'ACHAT CNRS : N°

(références à rappeler dans toute correspondance)

L'attention du TITULAIRE est attirée sur le fait que les rubriques du présent document qui sont précédées d'une « case à cocher ☒ » ne sont applicables que si elles sont effectivement cochées. Les rubriques du présent document qui ne sont pas précédées d'une case à cocher sont applicables de droit.

1. PARTIES

Le **CNRS**, personne publique contractante, agissant tant en son nom qu'au nom et pour le compte du laboratoire/service

CNRS – Délégation Alsace
23 rue du Loess – BP 20
67037 STRASBOURG Cedex 02

représenté par la Personne Responsable du Marché (PRM) (décision DEC 153351 DAJ du 19 janvier 2023)

Le/La Délégué(e) régional(e)

et le **TITULAIRE** (en cas de groupement compléter le formulaire DC1 : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

N° SIRET :

TVA Intracommunautaire :

Offre technique et/ou financière (ex : référence et date du devis)

n°

du

Références bancaires ou postales (joindre un RIB) :

Banque :

N° de compte

IBAN :

SWIFT :

2. OBJET

Le présent marché /accord-cadre a pour objet :

FOURNITURE, LIVRAISON, INSTALLATION ET FORMATION À L'UTILISATION D'UNE STATION DE TESTS SOUS POINTES DE SEMICONDUCTEURS POUR L'IPHC À STRASBOURG

Code NACRES : TA.0

adresse d'exécution ou de livraison (si différente)

IPHC – Bâtiment 27
23 rue du Loess
67037 STRASBOURG Cedex 02

adresse de facturation (si différente)

CNRS – SCTD

1097

TSA 51003

2, rue Jean Zay

54500 Vandœuvre-Lès-Nancy

3. FORME DU MARCHE/ACCORD CADRE

MARCHE :

☒ ordinaire

☐ à tranches

Le montant global du marché sur sa durée totale (périodes de reconductions éventuelles comprises) ne peut excéder : sans objet..

Précisions relatives à la forme du marché ou de l'accord cadre, le cas échéant :

Le marché comporte 5 prestations supplémentaires éventuelles (PSE) facultatives

- PSE N° 1 à chiffrage facultatif : Fourniture et installation de deux micromanipulateurs magnétiques, un gauche et un droit (supports, bras et pointes), gamme DC-100 MHz minimum.
- PSE N° 2 à chiffrage facultatif : Fourniture et installation de quatre micromanipulateurs magnétiques, deux gauches et deux droits (supports, bras et pointes), gamme DC-100 MHz minimum.
- PSE N° 3 à chiffrage facultatif : Fourniture et installation d'un chuck auxiliaire pour accueillir un substrat de nettoyage des pointes fourni avec.
- PSE N° 4 à chiffrage facultatif : Le candidat devra chiffrer et intégrer obligatoirement dans son offre un contrat de maintenance préventive pendant 1 an comprenant au moins : 1 visite préventive de maintenance par an, l'entretien, main-d'œuvre et déplacement inclus ainsi que le support technique et les mises à jour mineures et majeures des logiciels. Les prestations débiteront à la fin de la garantie.
- PSE N° 5 à chiffrage facultatif : Le candidat devra chiffrer et intégrer obligatoirement dans son offre un contrat de maintenance préventive pendant 3 ans comprenant au moins : 1 visite préventive de maintenance par an, l'entretien, main-d'œuvre et déplacement inclus ainsi que le support technique et les mises à jour mineures et majeures des logiciels. Les prestations débiteront à la fin de la garantie.

Ces PSE pourront être retenues, ou non à la notification du marché par le CNRS

4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

1 – Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

☒ les présentes conditions particulières d'achat (CPA), valant acte

d'engagement, qui définissent les clauses particulières applicables aux prestations et ses annexes, le cas échéant ;

☒ les conditions générales d'achat (CGA) du CNRS applicables aux marchés de fournitures courantes et services disponibles sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.dgdr.cnrs.fr/achats/> ;

☒ le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG – FCS) disponible sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

☒ les autres documents suivants :

- Le CCTP
- L'Annexe financière
- Le Cadre de Réponse Technique (CRT)

☒ l'offre technique et/ou financière du TITULAIRE

2 – Sauf indication contraire indiquée dans la notification, un certificat de cessibilité ou un exemplaire unique du marché /de l'accord cadre sera remis au TITULAIRE, à sa demande, en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances.

3 – Toute clause portée dans la proposition ou documentation du TITULAIRE et contraire aux stipulations des pièces du présent marché / accord cadre est réputée non écrite. Les conditions générales du TITULAIRE sont en particulier concernées par cette disposition.

4 – Secret professionnel – Confidentialité – Mesures de sécurité

4.1. Le TITULAIRE est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours du marché /accord cadre et s'interdit de les utiliser à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

4.2. Le TITULAIRE est tenu de se conformer au règlement intérieur applicable aux locaux dans lesquels il intervient physiquement ou à distance.

5. DURÉE

Le marché / l'accord cadre prend effet

☒ à compter de sa date de notification

☐ à compter de la date suivante : _____

pour s'achever à l'issue de la constatation de l'exécution des prestations et/ou à la fin de la période de garantie.

☒ Le marché / l'accord cadre est conclu pour une durée prévisionnelle de **56 mois**

☐ Il peut être renouvelé par reconduction tacite sans que sa durée totale n'excède quatre ans. Le CNRS notifie, le cas échéant, la décision de reconduction ou de non-reconduction du marché.

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du TITULAIRE à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le TITULAIRE reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours.

Précisions sur la durée du marché, le cas échéant :

- Délai de livraison prévisionnelle : 7 mois
- Délais de vérification : 1 mois maximum
- Durée de la garantie : 12 mois

le délai de livraison devra être impérativement inférieure à 7 mois à compter de la notification du marché

En matière de services, le CNRS se réserve la possibilité, dans les conditions fixées par la réglementation applicable au présent marché, de négocier avec le TITULAIRE, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (Art R. 2122-7 du Code de la Commande Publique).

6. MODALITES D'EXECUTION

Les délais / dates maximum d'exécution / de livraison sont :

☒ fixés dans le(s) document(s) suivant(s) : **Le CCTP et le CRT**

☒ fixés dans la proposition du TITULAIRE

☐ fixés comme suit :

La livraison, l'installation et la mise en service ainsi que le suivi d'exécution s'effectuent comme prévu dans les pièces du marché /de l'accord cadre ou, à défaut, conformément au CCAG applicable. Le TITULAIRE est responsable de tous les dommages matériels et/ou corporels du fait de l'exécution des prestations objet du marché /accord cadre. Le TITULAIRE est tenu à une obligation générale de conseil sur les conséquences et les risques de toute nature concernant l'exécution et les limites des prestations afin de protéger au mieux les intérêts du CNRS.

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute documentation (à jour) permettant d'assurer la maintenance et le fonctionnement correct du matériel. Cette documentation est rédigée en langue française ou dans les langues précisées dans les documents particuliers du contrat. Elle est fournie sans supplément de prix.

Le marché / l'accord cadre constitue une obligation de résultat pour le TITULAIRE.

Précisions relatives aux modalités d'exécution, le cas échéant :

7. PENALITES

En cas de non-respect des délais contractuels qui lui sont imputables, le TITULAIRE encourt des pénalités de retard

☒ conformément aux stipulations des CGA du CNRS

☐ dans les conditions suivantes (par dérogation au CCAG applicable et aux CGA du CNRS lorsqu'ils sont visés) :

égales à _____ € HT par jour de retard.

Si une admission/réception ne peut être prononcée, du fait du TITULAIRE, ces mêmes pénalités s'appliquent jusqu'à ce que l'admission/réception soit prononcée. Toutefois, le CNRS peut décider de proroger ces délais. Il en informe formellement le TITULAIRE.

Les clauses de variation de prix éventuellement prévues par le marché ne sont pas applicables aux pénalités.

Précisions relatives aux pénalités, le cas échéant :

8. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

☒ Sans objet

☐ Pour les prestations de services, lorsque ces prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement et que chacune de ces parties est clairement identifiées et assortie d'un montant, le CNRS peut décider, au terme de chacune de ces parties, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations. La décision d'arrêter l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché et ne donne lieu, sauf stipulation contraire, à aucune indemnité.

Pour le présent marché sont considérés comme parties techniques les éléments suivants :

9. SOUS-TRAITANCE

Pour les prestations de service uniquement, le TITULAIRE peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de l'acceptation préalable du ou des sous-traitants par le CNRS et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant. La sous-traitance totale des prestations est interdite et le TITULAIRE reste seul responsable de l'exécution du marché.

En cas de présentation d'un sous-traitant en cours d'exécution du marché, le TITULAIRE est invité à utiliser, pour le projet d'acte spécial, le formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance » disponible sur internet à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

10. FORME DU PRIX DU MARCHÉ /DE L'ACCORD CADRE

1 – Le marché / l'accord-cadre est traité

☐ à prix unitaire **selon la proposition du TITULAIRE**

☒ à prix forfaitaire **selon la proposition du TITULAIRE**

2 – La monnaie de compte du marché / de l'accord-cadre est l'euro (€). Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

3 – Sauf stipulations contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors T.V.A.

4 – Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations. Sauf mention contraire, le prix comprend tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du contrat et au respect des engagements pris par le TITULAIRE, y compris les frais de déplacement, d'assurance et de transport qui sont à sa charge et sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison et/ou d'exécution.

5 – Le TITULAIRE peut accorder des réductions - rabais - remises - ristournes.

11. AVANCE

☐ Option A du CCAG : Le TITULAIRE peut bénéficier d'une avance de 5% (ou 20% pour les PME) du montant TTC du marché, dans les conditions prévues au CCAG (2 mois d'exécution et 50 000 € HT).

☐ Option B du CCAG : Le TITULAIRE peut bénéficier d'une avance de 5% (ou 10% pour les PME) du montant TTC du marché dans les conditions prévues au CCAG (2 mois d'exécution et 50 000 € HT).

☒ Par dérogation au CCAG applicable, le TITULAIRE peut bénéficier d'une avance égale à : **30** % du montant TTC du marché

En cas de versement d'une avance, son remboursement sera effectué, sauf stipulation contraire mentionnée ci-après, en une fois par précompte sur les sommes dues au titre du présent marché ou, le cas échéant, jusqu'à épuisement de son solde.

Modalités particulières de remboursement de l'avance, le cas échéant :

12. EVOLUTION DU PRIX DU MARCHE

☒ Les prix sont fermes.

13. MODALITÉS DE REGLEMENT

1 – Les factures doivent respecter les dispositions des articles 289 et s. du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les références de la commande, du marché / de l'accord cadre et du lot correspondant ainsi que la date ou la période d'exécution le cas échéant.

Les règlements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique par virement administratif.

2 – Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro dès lors que cette obligation leur incombe en application des textes précités.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

- Par dépôt au format PDF

- Par saisie en ligne dans le portail

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) ;

- Le code service de l'entité CNRS facturée

- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 0326L012345).

3 – Les règlements effectués n'ont de caractère définitif qu'après admission/réception définitive des prestations.

4 – Régime des paiements :

Pour les marchés publics :

☐ 4.1. Le paiement est unique

☒ 4.2. Le paiement est réalisé par acomptes selon les modalités suivantes, pour l'équipement principal et les PSE éventuellement retenues :

Montant de l'acompte ou % du montant total du marché	Date, périodicité de l'acompte, fait générateur...
Acompte 1 : 50% Bon de livraison	Livraison complète par le titulaire du matériel sur présentation d'un bon de livraison et d'une facture d'acompte
Solde : Notification de la décision d'admission des prestations signée par le CNRS	A l'admission de l'équipement après notification de la décision d'admission des prestations au titulaire et signée par le CNRS.

☐ Lorsque les prestations s'exécutent sur une durée importante, des versements d'acomptes intermédiaires peuvent être effectués afin notamment que l'intervalle entre deux paiements successifs n'excède pas la durée maximum fixée par la réglementation applicable.

Dans ce cas, l'état périodique, établi par le TITULAIRE comporte le compte rendu d'avancement des prestations et indique le pourcentage d'avancement de leur exécution. Ce pourcentage, après accord du CNRS, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

5 – Les règlements s'effectuent :

☒ après service fait (ou à terme échu)

Pour l'équipement principal et les PSE 1 à 3 retenues.

☒ à terme à échoir

Pour les PSE 4 et 5

6 – Retenue de garantie

☒ Sans objet

☐ Le comptable assignataire des paiements effectuera une retenue de garantie de 5% sur les sommes dues.

7 – L'ordonnateur de la dépense est le/la Délégué(e) régional(e) du CNRS pour la délégation Alsace.

8 – Le comptable assignataire des paiements est l'Agent comptable secondaire du CNRS pour la délégation Alsace.

9 – La personne chargée de fournir, à la demande de bénéficiaires de nantissements ou cessions de créances, le décompte des droits constatés au profit du titulaire du marché ou les renseignements sur l'état des prestations effectuées ainsi que des avances et acomptes mis en paiement est le/la Délégué(e) régional(e) du CNRS pour la délégation Alsace.

14. PROPRIETE INTELLECTUELLE

☒ Sans objet

☐ Selon les dispositions du chapitre 6 du CCAG-FCS.

15. ASSURANCES

Sauf mention particulière dans les pièces du marché /de l'accord-cadre, les obligations du TITULAIRE en matière d'assurances sont fixées dans les conditions du CCAG applicable et/ou déterminées selon les modalités suivantes :

16. CONSTATATION – GARANTIE

1° – Constatation : sauf mention particulière dans les pièces du marché /accord-cadre, la constatation de l'exécution des prestations est réalisée dans les conditions fixées au CCAG applicable et/ou dans les conditions suivantes :

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG FCS, les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives des équipements livrés démarrent à la mise en service du matériel ou le cas échéant à la fin de la formation initiale des utilisateurs de l'instrument si celle-ci est postérieure à la mise en service

Par dérogation à l'article 28.2. du CCAG-FCS, le délai imparti pour procéder aux opérations de vérification est de 1 mois maximum.

À l'issue des opérations de vérification, une décision d'admission, d'ajournement ou de rejet est prise par le CNRS dans les conditions

4/4